



REGLEMENT DE CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Groupement pour la réalisation d'enquêtes
téléphoniques

Référence 26OCC05G

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 30 juin 2026 à 17 :00













CCI Occitanie

Siège social

5, rue Dieudonné Costes

31700 BLAGNAC

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Groupeement pour la réalisation d'enquêtes téléphoniques
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	Sans Le marché n'est pas alloti conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique.
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. Reconduction tacite jusqu'à son terme. Nombre de périodes de reconduction 2. Soit une durée maximale du contrat, toutes périodes confondues : 36 mois.
	Visite sur site	Sans

Sommaire

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	5
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature	5
1.6 – Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation.....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire	7
5.2 - Prévention des conflits d'intérêts.....	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique	8
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures	9
7.2 - Attribution de l'accord-cadre	9
7.2.1 Le mémoire technique devra obligatoirement être structuré comme suit :	10
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
7.3.1 - E-attestations.....	11
8 - Renseignements complémentaires.....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
8.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : un groupement de commande pour la réalisation d'enquêtes téléphoniques, d'études, de saisies ; de prises de rendez-vous ou de contacts.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de ses activités, les membres du groupement font appel à des prestataires pour :

- la mise en œuvre d'enquêtes auprès des entreprises, des ménages, des touristes, pour effectuer des observations de terrain et pour intégrer des données recueillies dans leurs bases de données,
- la prise de rendez-vous pour l'accompagnement individuel ou de contacts pour l'accompagnement collectif lors d'événements et de manifestations qu'ils organisent.

Les membres du groupement souhaitent assurer une gestion homogénéisée des missions, mais aussi :

- Diminuer le budget global du marché « enquêtes et études »
- Dynamiser les fournisseurs dans un contexte de mise en concurrence du marché, afin de répondre aux enjeux économiques, tout en conservant une réactivité et une qualité de services à la hauteur des exigences du présent cahier des charges.

Lieu d'exécution :

CCI Occitanie siège social 5, rue Dieudonné Costes - 31700 BLAGNAC

CCI Gard 111 Chemin de la Tour de l'Evêque Bat A - 30000 NÎMES

CCI Haute-Garonne Palais Consulaire -2 Rue Alsace Lorraine - 31000 TOULOUSE

CCI Pyrénées Orientales Palais Consulaire –Quai-de-Lattre-de-Tassigny - BP 10941 66020 PERPIGNAN Cedex

Définitions :

Coordonnateur : le membre du groupement désigné dans l'acte constitutif du groupement de commande pour procéder, dans le respect des règles du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant et à la notification du marché/accord cadre et suivi : avenants, révisions tarifs, dénonciation, litiges.

Membre du groupement : le Pouvoir Adjudicateur de chaque CCI adhérente au groupement de commande. Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché/accord cadre par l'émission de bons de commande et procède au règlement des factures.

Pouvoir Adjudicateur du groupement de commande : désigne le Pouvoir Adjudicateur du coordonnateur, personne morale de droit public, qui conclut le marché ou accord-cadre avec son titulaire (la CCI Occitanie).

Candidat : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

Titulaire : désigne l'entreprise qui conclut le marché ou accord cadre

Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché par l'émission de bons de commande en fonction de ses besoins propres. Il assure le suivi d'exécution des bons de commandes sur le plan administratif et technique, reçoit et paye les factures correspondant à ces bons de commande. Il met également en application les éventuelles pénalités.

L'accord cadre s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes avec les membres suivants :

Membres du Groupement	Adresses :
CCI Occitanie siège social	5, rue Dieudonné Costes - 31700 BLAGNAC
CCI Gard	111 Chemin de la Tour de l'Evêque Bat A - 30000 NÎMES
CCI Haute-Garonne	Palais Consulaire -2 Rue Alsace Lorraine - 31000 TOULOUSE
CCI Pyrénées Orientales	Palais Consulaire –Quai-de-Lattre-de-Tassigny - BP 10941 66020 PERPIGNAN Cedex

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert et la procédure formalisée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum de 340 000,00 € HT (sur toute la durée du marché) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

Le montant maximum correspond au montant total des prestations envisagées dans le cadre du groupement pour la durée maximale, réparti comme suit :

Membres du Groupement	Montant maximum annuel en € HT	Montant maximum sur la durée maximale du marché soit 36 mois, en € HT
30_CCI GARD	16 000,00 €	48 000,00 €
31_CCI HAUTE-GARONNE	46 200,00 €	138 600,00 €
66_CCI PYRÉNÉES ORIENTALES	10 000,00 €	30 000,00 €
00_CCI OCCITANIE	41 133,33 €	123 400,00 €
TOTAL	113 333,33 €	340 000,00 €

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots pour les motifs suivants : conformément à l'article L2113-11, le marché n'est pas alloté, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79311210-2	Services d'enquête téléphonique

1.6 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord cadre est conclu pour une période de 12 mois à compter du 03/08/26.

L'accord cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

Les délais d'exécution sont ceux indiqués dans chaque bon de commande.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Mémoire Technique
- Les questionnaires fournis à titre d'exemple (annexe 1)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le règlement de la consultation (RC)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois".

Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée : preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, en parfaite corrélation avec la prestation demandée (références limitées à 5 en cohérence avec la prestation demandée)	Non

Le pouvoir adjudicateur pourra limiter l'analyse des références aux prestations similaires aux enquêtes téléphoniques.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'attention des opérateurs économiques est portée sur ce qui suit :

Conformément à l'article L.2132-1 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique considère que certains éléments de son offre sont couverts par le secret des affaires, du secret du commerce et de l'industrie et du secret de fabrication, il lui appartient de l'indiquer dans sa proposition ou en annexe. Aucune indication prétendant que l'ensemble de l'offre est couverte par le secret des affaires, du secret du commerce et de l'industrie et du secret de fabrication ne sera acceptée. Le caractère secret d'un ou de certains éléments de l'offre sera apprécié à l'aune des règles énoncées dans le code des relations entre le public et l'administration (notamment des articles L311-6 à L 311-8) et du Code pénal.

En cas de difficulté, l'acheteur public se rangera à l'avis de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (C.A.D.A.) et ne sera en aucun cas liée par les affirmations de l'opérateur économique en la matière. La responsabilité de l'acheteur public ne saurait dès lors en aucun cas être recherchée à ce titre.

Important

Afin de faciliter le traitement et l'analyse du présent marché, il est demandé aux candidats de ne pas modifier l'intitulé des documents, tels qu'ils ont été mis en ligne sur le profil acheteur. De plus, les candidats doivent impérativement transmettre leurs documents au format de fichiers initiaux. Les fichiers Word et Excel peuvent être doublés d'un pdf sécurisé mais doivent être fournis dans l'offre.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Bordereau des prix unitaire (BPU)	Oui
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le Mémoire Technique élaboré par le candidat selon contraintes de l'article 7.2.1	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Prévention des conflits d'intérêts

Par application de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique toute personne en lien avec un conflit d'intérêts, qu'il soit direct ou indirect, devra être écartée de la procédure de sélection. Les soumissionnaires s'engagent à signaler immédiatement toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, que ce soit avec des membres de la commission d'appel d'offres ou toute autre personne impliquée dans la procédure. En cas de conflit d'intérêts avéré, l'offre concernée sera rejetée et la candidature de la personne impliquée écartée.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

 **Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations selon prix du BPU reportés dans le DQE	60.0 %
2-Valeur technique de l'offre, appréciée au regard du mémoire technique fourni par le candidat détaillant les sous-critères suivants :	40.00 %
Organisation, qualité du dispositif d'enquête et engagement performance (qualité du dispositif d'enquêtes, contenu, durée, équilibre théorie/pratique, contrôle qualité des appels, écoutes à chaud / à froid, supervision, suivi, traçabilité)	20.00%
Moyens humains (composition équipes, profils d'encadrement, exigences du recrutement et qualification des agents, Stabilité des équipes, capacité d'absorption des pics d'activité, Formation, Suivi, montée en compétence)	15.00%
Démarche RSE (indicateurs RH de stabilité des équipes, actions de formations des enquêteurs, limitation des déplacements : décrivez vos pratiques, politique de diversité d'égalité, indicateurs internes)	5.00%

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique » est la suivante :

- Aucun renseignement soit : 0 point
- Insuffisant soit : 1/5^{ème} des points
- Correct soit : 2/5^{ème} des points
- Satisfaisant soit : 3/5^{ème} des points
- Très satisfaisant soit : 4/5^{ème} des points
- Parfaitement adapté soit : le total des points

Les sous-critères sont détaillés au sein du Mémoire Technique.

7.2.1 Le mémoire technique devra obligatoirement être structuré comme suit :

1. Organisation générale des prestations
 - 1.1 Méthodologie d'administration des enquêtes
 - 1.2 Processus de préparation et de déploiement des enquêtes
 - 1.3 Dispositif de suivi et reporting
2. Qualité du dispositif d'enquête
 - 2.1 Formation initiale des enquêteurs
 - 2.2 Formation continue et montée en compétence
 - 2.3 Contrôle qualité (écoutes, supervision, traçabilité)
3. Moyens humains
 - 3.1 Organisation de l'équipe et encadrement
 - 3.2 Recrutement et compétences
 - 3.3 Stabilité des équipes (turnover, absentéisme)
 - 3.4 Capacité à gérer plusieurs enquêtes simultanées
4. Démarche RSE
 - 4.1 Conditions d'emploi
 - 4.2 Formation et employabilité
 - 4.3 Pratiques responsables
5. Engagements de performance
 - 5.1 Délais de réalisation
 - 5.2 Taux de réponse
 - 5.3 Modalités de pilotage

Le critère « démarche RSE » est apprécié au regard des éléments concrets et vérifiables ,fournis par le candidat, relatifs aux conditions d'emploi, à la formation des personnels, ainsi qu'aux pratiques environnementales et sociales mises en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère.

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Par principe, l'analyse des prix s'effectue sur la base des prix exprimés en € HT. Lorsqu'au moins un candidat présente un ou plusieurs prix avec un taux de TVA différent que le reste de candidats, l'analyse du critère prix s'effectue sur la base des prix exprimés en TTC.

Les montants retenus correspondent aux totaux du Détail Quantitatif Estimatif, établi à partir des prix du BPU appliqués à des quantités estimatives.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7.3.1 - E-attestations

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>
Il pourra toutefois les adresser à l'acheteur mais le dépôt sur la plateforme e-attestations sera privilégié.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV-BP 7007 - 31068 TOULOUSE Cedex 07
Tél : 0562735757 - Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL)
Secrétariat général pour les affaires générales
103B Rue Belleville-BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex
Tél : 05 55 12 20 47 - Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr